

19^{ème} CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE

Procès-verbal de la séance du mardi 29 septembre 2015 à 19h30

à la Halle de gymnastique à Soultce

Présidente : Mme Catherine WOLFER, Présidente.

Secrétaire : M. Gérald KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

Présents : M. le Maire Jean-Bernard Vallat. Les membres du Conseil communal suivants : Mme Rose-Marie Allemann, M. Pascal Crétin, M. Etienne Dobler, Mme Nicole Eggenschwiler, M. Jean-Louis Joliat, M. Guy Meier, M. Georges Migy et M. Gérard Ruch.
M. Michel Guerdat, Secrétaire communal.

Convocation : La séance de ce jour a été convoquée par lettre et par publication dans le Journal Officiel N° 32 du 16 septembre 2015, ainsi que par affichage public.

La présidente Mme Catherine Wolfer a le plaisir d'ouvrir la séance du Conseil général à la halle de gymnastique à Soultce. Elle souhaite une cordiale bienvenue à toutes et tous. Elle communique que la présente assemblée a été convoquée par courriel, courrier et affichage public, ainsi que par le journal officiel. Mme Catherine Wolfer donne connaissance de l'ordre du jour.

1. Appel.
2. Procès-verbal du 16 juin 2015.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Modification de l'aménagement local – Plan de zones – "Parcelles 181, 550, 2146 et 2712" à Courfaivre (Message N° 54 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).
6. Rénovation partielle de la colonie de vacances du Cerneux-Godat – Crédit de Fr. 135'000.00 pour le remplacement des fenêtres, remplacement des sanitaires et installation de deux poêles à pellets (Message N° 55 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).
7. Crédit d'étude de Fr. 60'000.00 pour la 2^{ème} étape des travaux de prévention contre les crues de la Combe du Bez à Glovelier (Message N° 56 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).
8. Crédit d'étude de Fr. 390'000.00 pour le PDL de l'aménagement et la prévention contre les crues du Tabeillon (Message N° 57 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).
9. Crédit de Fr. 365'000.00 pour la réalisation de la réfection complète du chemin du Scent-Dessous (Message N° 58 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).
10. Réponse à la question écrite N° 11 "ZAM à Glovelier – projet Cartier".
11. Traiter le postulat N° 3 intitulée "Et pourquoi pas un nouveau parcours Vita ?".
12. Nomination d'un membre de la commission culturelle.
13. Nomination d'un délégué au Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne.
14. Nomination d'un membre du dicastère finances et impôts.

15. Nomination de deux membres de la commission de vérification des comptes.
16. Nomination d'un membre du dicastère école, culture, sports et affaires sociales.
17. Nomination d'un membre du dicastère des services communaux.
18. Nomination d'un membre du dicastère des bâtiments.
19. Nomination d'un membre de la commission sur l'énergie.
20. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Dos Santos Silva, Mario André.

La présidente demande s'il y a une proposition pour une inversion ou une suppression de points à l'ordre du jour ?

La présidente constate que l'ordre du jour est accepté tel que présenté.

Mme la Présidente Catherine Wolfer informe l'assemblée qu'une liste va circuler, avec la liste habituelle des présences, pour les inscriptions des bénévoles à la journée des aînés qui aura lieu le 24 octobre 2015 à Courfaivre.

La présidente donne la parole au Secrétaire du Conseil général pour l'appel.

1. Appel.

M. Gérard Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal. M. Claude Humair est excusé et remplacé par M. Patrice Baume. Mme Jeannette Receveur est excusée et remplacée par Mme Hannah Osborne. M. Gervais Gisiger est excusé et non remplacé. M. Mathias Krause est excusé et non remplacé. Mme Nicole Lachat est excusée et non remplacée. M. Flavien Salvador est excusé et non remplacé. M. Markus Berchier est excusé et remplacé par M. Erwin Noirat. M. Damien Lachat est excusé et remplacé par M. Willy Habegger. M. Didier Morandelli est excusé et non remplacé. 28 membres du Conseil général sont présents.

2. Procès-verbal du 16 juin 2015.

Le procès-verbal de la séance du Conseil général du 16 juin 2015 est accepté tel que présenté, avec remerciements à son auteur.

3. Communications.

Mme Catherine Wolfer communique les changements suivants au Conseil général. M. Paul-André Tendon (UDC+AB) est remplacé par M. Willy Habegger. M. Grégory Gunzinger (UDC+AB) est remplacé par M. Yoann Schaffter. Mme Claudine Zurcher (PCSI+RC) est remplacée par M. Julien Meier.

Mme Wolfer et le secrétaire du Conseil général ont participé à la journée des bureaux des Conseils de Ville et des Conseils généraux à La Neuveville qui a eu lieu le samedi 26 septembre 2015.

Mme Catherine Wolfer a reçu les invitations suivantes :

- journée des aînés qui se tiendra le samedi 24 octobre 2015 au Centre de culture et de sport à Courfaivre.
- inauguration de deux nouveaux véhicules du corps de sapeurs-pompiers.
- inauguration des pavillons en bois à l'école secondaire à Bassecourt le jeudi 22 octobre prochain.

Mme Catherine Wolfer a reçu une copie de l'information qui a été envoyée aux présidents de commissions communales. La lettre rappelle certains principes et procédures à respecter. Mme

Wolfer remercie les membres des commissions communales et leur rappelle que si l'on s'engage, il est important de participer aux séances.

Information publique concernant le plan spécial « Les Montates II »

M. Gérard Ruch donne une information publique concernant le plan spécial « Les Montates II ». Cette information répond aux exigences de la procédure à la réalisation d'un plan spécial (article 43 et 67 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, LCAT).

Mme Nicole Eggenschwiler indique que la rentrée des classes s'est bien déroulée dans les nouveaux pavillons. L'inauguration officielle aura lieu le jeudi 22 octobre 2015 et une journée portes ouvertes sera organisée le samedi 24 octobre 2015.

Mme Nicole Eggenschwiler donne des informations au sujet des travaux à la garderie des Patachous à Bassecourt. Le total des factures s'est élevé à Fr. 194'000,-, pour un devis total de Fr. 205'000,-. Nous avons reçu une promesse de don de la Loterie Romande de Fr. 35'000,-. L'équipement et le mobilier est aussi en dessous du crédit budgétisé, la loterie romande participe également.

Concernant l'UAPE à Glovelier, les travaux sont terminés. Nous n'avons pas encore le décompte final, mais on reste dans le budget. La Loterie romande a promis une subvention de Fr. 45'000,- sur le crédit total. Les enfants sont entrés le 15 août 2015 et ils sont au nombre de 17 à ce jour, dont quelques-uns de Boécourt. Une journée portes ouvertes sera organisée le samedi 7 novembre 2015. Les entreprises de Boécourt et Glovelier ont été approchées pour des dons pour l'équipement des jeux. L'association des Patachous a reçu des réponses favorables et importantes.

Mme Eggenschwiler explique que les horaires CFF vont subir des changements dès le 13 décembre 2015. Les trains ne s'arrêteront plus à Courfaivre et Courtételle. Une information va suivre en temps utile.

M. le Maire Jean-Bernard Vallat salue le retour au Conseil communal de M. Jean-Louis Joliat, suite à un problème de santé.

M. le Maire donne une information au sujet de l'évaluation des fonctions au canton. Le dossier a été confié à M. Fehlmann. Les travaux ont démarré et maintenant le travail consiste à contacter les communes et collecter différentes informations.

M. le Maire demande aux différentes commissions et dicastères d'établir un cahier des charges. Il rappelle aussi aux membres de commissions de participer aux séances, car il a vu des séances être annulées, par manque du quorum.

Concernant les commissions et dicastères. Cahier des charges à faire adapter à la commission. Il rappelle que les membres des commissions doivent participer, car il a vu des séances annulées pour manque de quorum.

M. le Maire indique que la collaboration avec la Police cantonale se passe bien. La police est très active dans nos villages.

M. le Maire a participé à la réception des représentants de la Ville de Zürich qui ont visité les villages pour lesquels la ville de Zürich a versé un don en 2012. Pour Haute-Sorne, cela concernant le réseau d'eau potable à Soulce.

M. Jean-Bernard Vallat annonce également que le Conseil communal effectue sa sortie annuelle du jeudi 1^{er} au samedi 3 octobre à Milan à l'exposition universelle.

Enfin, M. le Maire souhaite plein succès à tous les candidats de Haute-Sorne à l'occasion des élections cantonales et fédérales.

4. Questions orales.

M. Jean-Luc Portmann (groupe PCSI+RC) relève que la zone d'activités microrégionale à Glovelier est classée d'intérêt cantonal et amenée à moyen-long terme à s'étendre. La ZAM 1 est entièrement

construite, la ZAM 2 pourrait l'être à court terme. Selon ses renseignements, M. Portmann indique que les ZAM 3, 4 et 5 devraient venir par la suite s'y greffer. N'ayant que peu de précisions quant aux modalités d'extension de cette zone, le groupe PCSI+RC s'inquiète et demande, en cas d'extension de la zone d'activités jusqu'aux voies CFF, respectivement le long de celles-ci en direction de l'EST, le village de Glovelier se trouverait enclavé, perdant toute possibilité de développer sa zone à bâtir. Un accroissement de l'activité économique sur près de 40 hectares devrait permettre de créer de nombreux emplois et par conséquent devrait favoriser aussi le développement démographique et social du village. Pour cela, il serait judicieux de pouvoir offrir des logements pour permettre à ces futurs travailleurs de résider à Glovelier notamment. M. Portmann pose la question suivante : le Conseil communal est-il conscient de cette problématique, l'a-t-il anticipée et si oui de quelle manière ?

M. Georges Migy confirme que le projet va en direction de la gare et du projet de géothermie profonde. Il est également prévu la réalisation d'un collecteur en direction de la croisée de Berlincourt.

Pour les logements, il existe une bande de terrain, qui fait zone tampon le long des habitations actuelles. Une éventuelle zone à bâtir avait été refusé par les autorités cantonales. Le Conseil communal revient à la charge, avec la préparation du Plan directeur localisé (PDL) et en parallèle le plan spécial. La zone tampon a été réintégrée dans l'optique de construire 6 immeubles de 6 à 8 appartements. Le Conseil communal défendra ce dossier devant le canton, mais les étapes à venir sont encore longues. Des contacts ont déjà été pris avec tous les propriétaires concernés.

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC) est satisfait.

Mme Yvonne Lucchina (groupe PS) indique que comme on a vu dans les médias, un afflux de réfugiés et migrants arrivent en Europe. Cet été, un groupe d'accueil des réfugiés s'est formé dans les villages de Soutce et Undervelier. Le but est est d'accueillir 2 à 3 familles syriennes ou d'autres pays en difficultés. Une séance d'information s'est tenue fin août. Une cinquantaine de personnes étaient présentes. Cette rencontre a permis de constater que les habitants sont favorables à un tel accueil et un bel élan de solidarité s'est créé. Des possibilités d'hébergement existent dans ces deux villages, par exemple le bâtiment de l'école d'Undervelier pourrait être utilisé comme lieu de rencontre. Des personnes se sont engagées à rénover un appartement, d'autres à donner des cours de langues. Mme Lucchina rappelle que tout récemment, le Parlement jurassien a adopté une résolution interpartis, signée par pratiquement tous les partis, qui demande aux autorités cantonales, d'une part, de recevoir davantage de réfugiés dans nos villes et villages et d'autre part, que les propriétaires de bâtiments privés, publics ou associatifs qui ne sont pas utilisés, les mettent à disposition pour l'accueil des réfugiés.

Le groupe d'accueil des réfugiés s'est déjà réuni plusieurs fois. Il a informé, par lettre, le Conseil communal de Haute-Sorne et l'AJAM de ses démarches. A ce jour, ces lettres sont restées sans avis de réception et sans réponse. Elle rappelle que nous sommes dans l'urgence, l'hiver arrive et ces familles vont débarquer sans rien, totalement démunies. Mme Lucchina pose les questions suivantes au Conseil communal : Comment le Conseil communal a-t-il accueilli les propositions du groupe d'accueil des réfugiés ? Quelle est sa position par rapport à cette initiative ? Est-il prêt à soutenir cette initiative auprès de l'AJAM ? La commune est-elle prête à mettre à disposition des appartements pour recevoir ces familles ?

M. Jean-Bernard Vallat, maire, répond que le Conseil communal salue l'intervention des habitants. C'est un problème urgent et il faudra trouver des solutions ensemble. Pour le Conseil communal, l'AJAM, avec le canton, doivent faire leur travail. La commune de Haute-Sorne a répondu au groupe. L'école d'Undervelier pourrait servir d'un centre de rencontre. Le Conseil communal va être très attentif et si nous devons accueillir des réfugiés, nous allons trouver des solutions.

Mme Yvonne Lucchina (PS) est satisfaite.

M. Patrick Ballaman (groupe PS) rappelle qu'en 2014, nous avons validé une multitude de règlements pour uniformiser et harmoniser les différentes particularités de nos villages. Il y a encore un thème pour lequel M. Ballaman attend des nouvelles de l'exécutif et des commissions concernées. Il s'agit de tout ce qui touche les sociétés locales en général, qu'il reprend, en différents points.

Fêtes de villages

M. Patrick Ballaman a appris qu'une directive a été réalisée pour l'octroi de prestations communales et de subventions aux fêtes de villages. La directive en question ne découle d'aucun règlement débattu au sein du Conseil général. Elle n'est pas validée non plus par le Conseil communal. Aussi, une motion sera débattue prochainement. Récemment, une subvention en argent a été octroyée à la fête du village de Courfaivre. Cette décision a été prise sans que des bases soient validées par le Conseil général ou le Conseil communal. Outre le fait que cette solution ne repose sur aucune base concertée, elle demeure provisoire faute de règlement et pourrait créer un précédent. M. Ballaman pose la question suivante : « Sommes-nous tous de l'avis que la collectivité doit aider financièrement les fêtes de village ? ».

Soutien aux clubs / associations

M. Patrick Ballaman rappelle que les soutiens aux clubs sportifs en particulier ne sont pas identiques d'un village et d'une société à l'autre. Certains sont les propriétaires des infrastructures, d'autres locataires. Certains versent des contributions, d'autres reçoivent des aides. Haute-Sorne doit représenter environ 60 sociétés sportives et culturelles avec des traitements multiples. Un état des lieux doit permettre d'avoir une vue d'ensemble pour harmoniser cette situation.

Mérites sportifs

M. Ballaman rappelle que chaque village avait sa pratique. Il a appris qu'une manifestation s'est organisée hâtivement après l'été. Les présidents des sociétés ont été informés sur le tard de cette manifestation et devaient annoncer les sportifs méritants dans un délai très court. Selon les informations en sa possession, cette organisation a été mise en place sous cette forme pour 2015 et la situation est provisoire avant de définir plus clairement tous les critères qu'une telle manifestation doit remplir.

Pour M. Ballaman, ces trois points mettent en évidence les différents chantiers en cours. Il concède que le thème est sensible et que l'ampleur de la tâche est conséquente.

Ce qui dérange M. Ballaman, c'est que nous avons de la peine à prendre de la hauteur pour avoir une vue d'ensemble. Il lui paraît important pour le Conseil général de connaître la position du Conseil communal et surtout les intentions pour harmoniser le domaine des sociétés locales.

Les différentes interventions qui ont déjà eu lieu démontrent qu'il y a un intérêt marqué pour ce dossier au sein du Conseil général mais certainement plus encore du côté des sociétés concernées. En voyant la multiplicité des interventions, nous avons le sentiment que ce dossier important part tous azimuts. Cette situation confuse à son sens laisse à chacun la possibilité d'imaginer que les choses sont difficiles à gérer et que le Conseil communal n'a pas trouvé de consensus autour de la marche à suivre pour mener ce dossier à bien. Les autorités risquent d'y perdre une partie de leur crédibilité.

M. Patrick Ballaman pose les questions suivantes :

- Le Conseil communal a-t-il l'intention d'élaborer plusieurs règlements (Fêtes de villages, Mérites sportifs et culturels, soutien aux sociétés locales ?
- Ou alors, a-t-il l'intention d'élaborer un règlement unique prenant en compte tous les aspects de cette harmonisation ?
- Ou encore, les compétences vont-elles rester au niveau du Conseil communal par la mise en place de convention / directives ou autres ?
- Et surtout, quel calendrier le Conseil communal entend-il mettre en place pour finaliser l'harmonisation souhaitée ?

Mme Nicole Eggenschwiler explique qu'elle a repris le dicastère Ecole, culture, sport et affaires sociales en début d'année. Ce dicastère comprend les sociétés locales, les manifestations culturelles, les mérites sportifs et culturels et les fêtes de villages. Des montants figurent au budget concernant tous ces objets. Son dicastère s'est attelé rapidement à préparer des propositions pour le Conseil communal, puis le Conseil général. Toutes les sociétés locales ont été recensées. Selon décision du Conseil communal du 7 juillet 2014 il a été décidé d'harmoniser 4 volets :

- ✓ Les subventions ou prestations communales pour les fêtes de villages ;
- ✓ Les mérites sportifs et culturels ;
- ✓ Les locations de salles ou terrains par les sociétés utilisatrices ;
- ✓ Les contributions et soutiens aux sociétés locales selon des critères définis.

Le premier volet a été traité et a abouti à une proposition de règlement à soumettre au Conseil général. Pour l'instant, le Conseil communal n'a pas souhaité de règlement pour les fêtes de villages, mais plutôt des directives.

Le deuxième volet a aussi abouti. La commission culturelle a été chargée de rencontrer les présidents des comités d'organisation des mérites sportifs de chaque village, afin de discuter de leur accord de faire une cérémonie unique des mérites sportifs et culturels pour la commune de Haute-Sorne.

Pour préparer cette manifestations, les responsables n'avaient ni cahier des charges, ni directives. Le dicastère a donc préparé une proposition de règlement pour définir notamment les critères pour recevoir le mérite. Ce document a été présenté au Conseil communal le 13 avril 2015. Finalement, le Conseil communal n'a pas souhaité de règlement, mais plutôt établir des critères de sélection. En séance du 29 juin 2015, la décision a été prise d'organiser la cérémonie de remise des mérites culturelles et sportifs à la Fête du Folpotat à Undervelier, avec l'apéritif offert par la Commune. Mme Eggenschwiler ajoute que les deux commissions ont mis les bouchées doubles après les vacances. La commission culturelle a proposé de remettre des prix aux méritants, ce qui a été discuté et accepté par le Conseil communal, pour un montant de Fr. 2'800,-.

Pour répondre à M. Patrick Ballaman, Mme Eggenschwiler explique que pour les fêtes de villages, le Conseil communal n'a pas souhaité de règlement. Elle précise que le versement du montant de Fr. 3'000,- pour la Fête du village de Courfaivre est de la compétence du Conseil communal, tant qu'il n'y a pas de règles de fixées. Mme Nicole Eggenschwiler ajoute encore que deux règlements ont été préparés par la commission, qui sont restés en « stand by » au Conseil communal. Mme Eggenschwiler estime qu'il faudra faire des règlements, soit par domaine, soit un grand règlement, mais ce n'est pas simple, tant les sociétés locales sont diverses.

M. Patrick Ballaman (PS) est partiellement satisfait.

M. Vincent Voyame (groupe PCSI+RC) demande si le Conseil communal a abordé le sujet des migrants en Haute-Sorne et, cas échéant, a-t-il réfléchi sur la possibilité de mettre à disposition des infrastructures pour l'accueil ? Il demande encore si l'AJAM a contacté les autorités à ce sujet ?

M. Jean-Bernard Vallat répond que s'il y a une demande, la commune entrera en matière et cherchera des solutions. Nous n'avons pas d'appartements à proposer pour le moment. On pourrait mettre à disposition des salles d'école ou des abris PC. Mais pour l'instant, le Conseil communal n'a pas reçu de demande.

M. Vincent Voyame (PCSI+RC) est satisfait.

Mme Catherine Wolfer, présidente, constate que la durée de 30 minutes consacrée aux questions orales est dépassé. Elle propose que les personnes qui s'étaient inscrites pour poser une question orale la reportent à la prochaine séance ou la transforment en question écrite.

5. Modification de l'aménagement local – Plan de zones – "Parcelles 181, 550, 2146 et 2712" à Courfaivre (Message N° 54 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).

M. Gérard Ruch, conseiller communal responsable du dicastère de l'urbanisme, explique que le Conseil communal a été séduit par le projet de construction des promoteurs qui permet une utilisation judicieuse du sol. Le projet, qui prévoit la construction de 4 maisons familiales, répond à un réel besoin de familles qui veulent s'établir dans le secteur. Ces constructions densifieront l'habitat au centre de la localité de Courfaivre. Il ajoute que conformément aux articles 38a LAT et 52a OAT, aucun classement en zone à bâtir ne peut être réalisé dans le canton sans compensation pendant la période transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Plan directeur cantonal dont l'approbation par la Confédération est prévue en 2017. Les changements d'affectations sont les suivants :

- Une surface totale de 1'260 m², provenant des parcelles n° 550, n° 2146 et n° 2712 sera mise en zone à bâtir HA2,
- une surface de 1'420 m², provenant de la parcelle n° 181 retourne en zone agricole.

Le plan de modification du plan de zones, de zone agricole en zone d'habitation et d'artisanat (HA2), a été déposé publiquement du 25 mars au 23 avril 2015 et a été publié dans le Journal officiel du 25 mars 2015. La Commune a reçu une opposition. Suite à une séance de conciliation, le Conseil communal a décidé de rejeter l'opposition et de poursuivre la procédure de modification du plan de zones.

Dans une deuxième phase, l'étude sera complétée par un Plan directeur d'équipement de détail réglant la construction et l'organisation des aménagements du territoire sur ce secteur HA2. Cette procédure sera adoptée par le Conseil communal, respectivement ratifiée par le Service du développement du territoire (SDT).

M. Ruch indique que le Conseil communal, ainsi que le dicastère de l'urbanisme préavisent favorablement cet objet. Ce projet sera soumis en votation populaire le 28 février 2016.

Passée au vote, la modification de l'aménagement local concernant les personnes 181, 550, 2146 et 2712 à Courfaivre est acceptée à la majorité évidente.

<p>6. Rénovation partielle de la colonie de vacances du Cerneux-Godat – Crédit de Fr. 135'000.00 pour le remplacement des fenêtres, remplacement des sanitaires et installation de deux poêles à pellets (Message N° 55 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).</p>

Mme Rose-Marie Allemann, conseillère communale responsable du dicastère des bâtiments, présente le projet de rénovation partielle de la colonie de vacances du Cerneux-Godat. Pour le financement, il a été prévu le produit de la vente de l'école de Berlincourt d'un montant de Fr. 100'000,-, ainsi que la subvention de la Loterie romande de Fr. 25'000,-. Elle ajoute que la commission des bâtiments et celle des finances et impôts ont préavisé négativement le projet. Mme Allemann ajoute que dans un ancien bâtiment, on peut toujours faire des améliorations. Le Conseil communal vous recommande d'accepter ce crédit.

L'entrée en matière est acceptée.

M. Jean-Luc Portmann (groupe PCSI+RC) communique que son groupe est persuadé qu'il faut rénover la colonie. Il faut trouver une bonne solution. Il souhaite connaître le plan d'entretien et demande s'il y a des points qui n'ont pas été prévus. Il souhaite également connaître la motivation des préavis négatifs des dicastères des bâtiments et celui des finances et impôts. M. Portmann regrette que la commission de la colonie de vacances n'a été ni invitée aux séances, ni à l'élaboration du projet. Elle avait des propositions très concrètes et peu coûteuses à faire valoir. Le groupe PCSI+RC va refuser ce crédit, tout en précisant que le groupe PCSI+RC approuve l'idée de rénovation du bâtiment du Cerneux-Godat. M. Portmann demande à ce que dossier soit repris le 17 novembre 2015, lors de la prochaine séance du Conseil général.

Mme Rose-Marie Allemann répond que les points les plus urgents ont été prévus. La rénovation partielle de ce bâtiment a été décidée aussi en raison des finances communales. Le 23 avril 2014, la commission colonie a été invitée à la commission des bâtiments.

M. Etienne Dobler précise que la commission finances et impôts s'était prononcée en faveur du projet. Ensuite, la commission des bâtiments a établi des préférences. Suite à la colonie de l'été, des remarques ont été émises par la commission de la colonie. Des remarques qui ne figurent pas dans la réflexion. Un membre de la commission finances et impôt a proposé de repousser ce crédit. Au vote la proposition a été acceptée.

M. Patrick Ballaman (PS) rappelle que le Conseil général avait pris la décision d'utiliser le produit de la vente de l'école de Berlincourt au profit d'une rénovation partielle de la colonie de vacances. Une assiette de Fr. 100'000,- est donc disponible pour les travaux prioritaires. Une enveloppe budgétaire plus conséquente serait nécessaire pour remédier à tous les maux de ce bâtiment. Au final, c'est un montant de Fr. 135'000,- qui est préconisé. Il souligne l'aide précieuse de la Loterie romande qui permet plus ou moins d'équilibrer la dépense. M. Ballaman donne connaissance de l'occupation de la

colonie (camps de vacances et locations pour le week-end). Il souligne que l'objectif est atteint tout en respectant la décision prise par le Conseil général. M. Ballamann est d'avis qu'il est probable qu'un état des lieux exhaustif devrait être fait pour définir le coût total des travaux à réaliser. La question fondamentale est de savoir la rentabilité de ce bâtiment entre les charges et les locations. Il se demande si nous pouvons nous permettre de maintenir ce bâtiment dans le patrimoine communal ?

Mme Céline Grellier (PCSI+RC) souhaite avoir quelques informations supplémentaires sur le chauffage et les sanitaires et pose un certain nombre de questions techniques.

Mme Rose-Marie Allemann répond qu'elle est en possession de devis. Il faudrait la présence de l'architecte pour répondre à ces questions.

M. Michel Saner (PDC) demande une interruption de séance, ce qui est acceptée par les membres du Conseil général.

M. Michel Saner (PDC) communique que le bureau a voté pour savoir si on maintenait ce point à l'ordre du jour. Le maintien du point 6 a été accepté. Il rappelle que la commission de la colonie n'a pas été intégrée à cette étude. M. Saner demande à ce que ce point soit reporté à la séance du Conseil général du 17 novembre 2015.

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC) va appuyer la proposition de reporter cet objet à une séance ultérieure du Conseil général.

Mme Catherine Wolfer précise que le Conseil communal devra prendre une décision quant à la mise à l'ordre du jour de ce point lors de la prochaine séance du Conseil général et revoir le projet dans sa globalité.

Passé au vote, le crédit de Fr. 135'000,- pour la rénovation partielle du bâtiment de la colonie de vacances du Cerneux-Godat est **refusé** par 18 voix contre 7. Le dossier est retourné au Conseil communal.

<p>7. Crédit d'étude de Fr. 60'000.00 pour la 2^{ème} étape des travaux de prévention contre les crues de la Combe du Bez à Glovelier (Message N° 56 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).</p>
--

M. Jean-Louis Joliat, conseiller communal responsable du dicastère de l'environnement, explique que sur la base de la carte des dangers d'inondation, on constate que des bâtiments en aval de la Combe du Bez à Glovelier se trouvent en zone de danger élevé et il en résulte un déficit de protection. Il indique que le message au Conseil général donne toutes les informations concernant ce crédit d'étude. Trois phases sont prévues pour cette étude. Le financement est intégralement assuré par le fonds des digues et est sans effet sur le plan de législature de la commune. Les dépenses sont en principe admises à un subventionnement fédéral et cantonal, de l'ordre de 50 % à 80 %, sous réserve de la décision ultérieure des autorités compétentes. M. Joliat communique que le Conseil communal, ainsi que la commission des berges, ainsi que celle des finances et impôts recommandent à leur majorité d'accepter ce crédit d'étude.

L'entrée en matière est acceptée.

La discussion est ouverte, mais la parole n'est pas demandée.

Passé au vote, le crédit d'étude de Fr. 60'000,- pour la 2^{ème} étape des travaux de prévention contre les crues de la Combe du Bez à Glovelier est accepté à l'unanimité.

<p>8. Crédit d'étude de Fr. 390'000.00 pour le PDL de l'aménagement et la prévention contre les crues du Tabeillon (Message N° 57 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).</p>

M. Jean-Louis Joliat, conseiller communal responsable du dicastère de l'environnement, explique que l'aménagement du Tabeillon figure parmi les mesures prioritaires du plan d'action pour la protection contre les crues défini pour les 15 prochaines années par la commune mixte de Haute-Sorne en 2014.

Le règlement des digues adopté par le Conseil général en 2014 a été conçu à cette fin notamment. Le dossier consiste dans un premier temps à établir l'étude préliminaire de l'aménagement du ruisseau du Tabeillon sur son cours inférieur, allant de la sortie du « métro » à Glovelier jusqu'à la confluence avec la Sorne à l'aval de Bassecourt. M. Joliat ajoute que le message donne toutes les précisions concernant ce projet.

L'entrée en matière est acceptée.

La discussion est ouverte.

M. Vincent Voyame (PCSI+RC) indique que le groupe PCSI est conscient que cette étude est indispensable et obligatoire pour servir d'outil aux futurs projets de notre commune, afin qu'ils soient en conformité avec la carte des dangers naturels. Cette étude globale permettra d'éviter des études spécifiques pour chaque projet concerné par la problématique des dangers naturels, dont le coût pourrait s'avérer au final encore plus important. La partie « Plan directeur localisé » dépend du résultat de l'étude préliminaire. Le groupe PCSI+RC demande de voter dans un premier temps uniquement l'étude préliminaire et de décider ultérieurement d'engager un PDL. Son groupe est d'accord avec un BAMO pour l'établissement d'un cahier des charges (procédure par invitation). Par contre, pas de BAMO pour la suite de la procédure. Enfin, le PCSI demande à être renseigné sur le détail des prestations « marchés de service, investigations de tiers et réserve ». En effet, le montant de Fr. 100'000,- demande des explications supplémentaires.

M. Moritz, ingénieur, répond que le crédit d'étude demandé est un montant global. Il est important de pouvoir le transformer dans un Plan directeur localisé (PDL), transposé dans l'aménagement local. Pour éviter de revenir plusieurs fois devant le Conseil général, il est alloué une enveloppe budgétaire. M. Moritz explique l'étude préliminaire qui sera menée.

M. Frédéric Juillerat (groupe UDC) souhaite une votation en deux étapes. Il estime que dans un premier temps, l'étude préliminaire devrait suffire. Concernant le financement, il souhaite que la commune participe et pas seulement les privés.

M. Patrick Ballaman demande des éclaircissements. S'il a bien compris, l'étude et les travaux sont englobés dans un même crédit. Est-ce que futurs propriétaires devront contribuer.

Il est précisé que ce type de travaux peut être subventionné entre 50 % et 80 %, reste au fond des digues (alimenté par l'ensemble des propriétaires) et couvertes par certaines assurances.

M. Georges Migy rappelle que la deuxième étape d'un montant de Fr. 55'000,- est de la compétence du Conseil communal.

M. Moritz précise encore que l'on va vers l'inconnue, car en ce moment, on ne peut que définir les prestations de l'ingénieur.

M. Jean-Bernard Vallat, maire rappelle que l'on parle d'un crédit cadre. Selon les études faites, on propose d'allouer une enveloppe de Fr. 390'000,-. Pour la réalisation de travaux, nous demanderons des offres.

Passé au vote, le crédit d'étude de Fr. 390'000,- pour le PDL, de l'aménagement et la prévention contre les crues du Tabeillon est accepté par 24 voix contre 3 avis contraire.

<p>9. Crédit de Fr. 365'000.00 pour la réalisation de la réfection complète du chemin du Sceut-Dessous (Message N° 58 du Conseil communal au Conseil général du 7 septembre 2015).</p>

M. Georges Migy, conseiller communal en charge des travaux publics, rappelle que le chemin est dans un triste état. La qualité de desserte et le niveau de la sécurité doivent être améliorés. Il est urgent de réaliser ces travaux. M. Migy précise que selon notre règlement sur l'entretien des chemins, l'article 26, lettre c, prévoit une participation des propriétaires et des tiers bénéficiaires. Un plan de contributions est en cours de préparation. Il précise encore que la participation du Canton et la Confédération a été confirmée.

L'entrée en matière est acceptée.

La discussion est ouverte.

M. Georges Migy explique qu'il avait été discuté la réfection de plusieurs chemins. Finalement, le chemin d'accès à Sceut-Dessous a été repris.

Passé au vote, le crédit de Fr. 365'000,- pour la réalisation de la réfection complète de Sceut-Dessous est accepté à l'unanimité.

10. Réponse à la question écrite N° 11 "ZAM à Glovelier – projet Cartier".

La réponse écrite à la question écrite n° 11 intitulée « ZAM à Glovelier – projet Cartier » a été envoyée par courrier et courriel aux membres du Conseil général. Elle a également été publiée sur le site internet.

La réponse écrite du Conseil communal, par M. Georges Migy, est annexée au présent procès-verbal.

M. Patrick Ballaman (groupe PS) est partiellement satisfait.

11. Traiter le postulat N° 3 intitulée "Et pourquoi pas un nouveau parcours Vita ?".

M. Eric Dobler (groupe PDC) indique qu'il a pris note de la lettre de la société de développement et d'embellissement (SEB) du 23 septembre 2015. Il relève que l'entretien par la SEB est remarquable. Il souhaite connaître la faisabilité d'un nouveau parcours, qui demanderait moins d'entretien.

M. Jean-Bernard Vallat précise que suite au rapport de Zürich vitaparcours du 7 mai et après avoir pris connaissance de la lettre de la SEB, le Conseil communal demande de rejeter ce postulat. L'entretien se passe bien et selon le rapport de Zürich vitaparcours, le parcours est classé « A ». Le Conseil communal n'envisage pas de changer quelque chose qui fonctionne et demande de refuser ce postulat qui paraît précipité.

Passé au vote, le postulat est refusé par 13 voix contre 9 avis contraire.

12. Nomination d'un membre de la commission culturelle.

Nomination d'un membre de la commission culturelle. Le groupe socialiste propose M. André Irminger de Glovelier.

M. André Irminger est élu tacitement.

13. Nomination d'un délégué au Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne.

Nomination d'un délégué au Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne. Le groupe UDC propose M. Grégory Gunzinger de Bassecourt.

M. Grégory Gunzinger est élu tacitement.

14. Nomination d'un membre du dicastère finances et impôts.

Nomination d'un membre de la commission dicastère « Finances et impôts ». Le groupe UDC+AB propose M. Frédéric Juillerat de Courfaivre.

M. Frédéric Juillerat est élu tacitement.

15. Nomination de deux membres de la commission de vérification des comptes.

Nomination de deux membres de la commission de vérification des comptes. Le groupe UDC+AB annonce que M. Paul-André Tendon est revenu sur sa décision. Il reste donc membre de la commission de vérification des comptes.

Le groupe PCSI+RC propose M. Mickaël Luternauer de Glovelier. M. Mickaël Luternauer est nommé tacitement.

16. Nomination d'un membre du dicastère école, culture, sports et affaires sociales.

Nomination d'un membre de la commission dicastère « Ecoles, culture, sport et affaires sociales ». Le groupe PCSI+RC propose Mme Catherine Beuchat de Soulce.

Mme Catherine Beuchat est élue tacitement.

17. Nomination d'un membre du dicastère des services communaux.

Nomination d'un membre de la commission dicastère des « Services communaux ». Le groupe PS n'a pas de proposition à faire. Cette nomination sera reprise lors de la prochaine séance du Conseil général.

18. Nomination d'un membre du dicastère des bâtiments.

Nomination d'un membre de la commission dicastère des « Bâtiments ». Le groupe UDC+AB propose M. Willy Habegger de Bassecourt.

M. Willy Habegger est élu tacitement.

19. Nomination d'un membre de la commission sur l'énergie.

Nomination d'un membre de la commission sur l'énergie. Le groupe UDC+AB propose M. Markus Berchier de Soulce.

M. Markus Berchier est élu tacitement.

20. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Dos Santos Silva, Mario André.

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Mario André Dos Santos Silva.

M. Mario André Dos Santos Silva est né le 15 août 1986 au Portugal. Il est arrivé à Porrentruy en 1997. Depuis le 1^{er} novembre 2012, il est domicilié à Glovelier et est au bénéfice du permis C.

Il est arrivé en Suisse à l'âge de 10 ans. Il a passé plus de temps en Suisse que dans son pays. Il s'est bien adapté à la vie en Suisse et est bien intégré. M. Dos Santos se sent Suisse. Il écrit mieux en français que dans sa langue maternelle. M. Dos Santos a envie d'appartenir au pays qui lui a donné ce que son pays ne lui a pas donné : une formation, un emploi et une vie stable. Au niveau administratif, cela lui facilitera les démarches. Il aimerait avoir les mêmes droits qu'un Suisse.

L'audition s'est déroulée le 17 juin 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Mario André Dos Santos Silva obtienne le droit de cité communal et cantonal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par M. Mario André Dos Santos Silva est acceptée par applaudissements.

